



LES OUBLIÉS

Entretiens sur les terres où prospère le vote extrême

Johannes Hillje



Avec le soutien du



Ministère fédéral
des Affaires étrangères

En coopération avec

Liegey
Muller
Pons

Sommaire

RÉSUMÉ	2
PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE	3
Contexte - Les populistes, nouveaux arbitres de la démocratie	3
Débat - L'extrême droite répond-elle mieux aux préoccupations des électeurs?	3
Méthode - À l'écoute des personnes dans les bastions du vote extrême	4
APERÇU DES RÉSULTATS	6
Perspective nationale	6
Perspective locale	9
Vie quotidienne	12
Vision de l'avenir	13
CONCLUSION	16

RÉSUMÉ

« D'où vient le succès des partis populistes de droite ? » C'est la question qu'éditorialistes et politiques dissèquent sans fin sur les plateaux de télévision, les soirs de scrutin. Progressivement, les partis populistes de droite gagnent du terrain à chaque élection, et pas seulement en France. Brexit, élection de Donald Trump : le vote populiste s'impose partout comme l'arbitre de la démocratie, menaçant de déstabiliser l'édifice institutionnel.

Forte de ces scores, l'extrême droite se revendique comme le porte-voix des sans-grade et des oubliés. Pour le reste de la classe politique, il est tentant d'agiter les mêmes épouvantails : Union européenne, mondialisation, immigration. Cela peut apparaître comme une façon de répondre aux « vraies » préoccupations de la population. Est-il exact que l'extrême droite répond mieux aux inquiétudes des gens ? Telle est la question qui sous-tend ces débats télévisés où chacun parle pour les électeurs des partis extrêmes, sans que jamais la parole ne leur soit vraiment donnée.

Partant de ce constat, Das Progressive Zentrum, un laboratoire d'idées allemand transpartisan, a effectué une campagne de terrain dans les bastions du vote extrême. Inédite par sa forme et son ambition, cette enquête transnationale a été menée en collaboration avec Liegey Muller Pons (LMP), une entreprise de technologie française développant des outils pour comprendre et convaincre la population sur un territoire. Les interviewers sont allés directement à la rencontre des gens dans des territoires où l'AfD et le FN rencontrent un fort écho électoral, afin de mieux comprendre leurs points de vue, leurs préoccupations et leurs espoirs.

Constituée de 500 entretiens menés de part et d'autre du Rhin, l'enquête a été conduite entre l'élection présidentielle française du printemps 2017 et les élections fédérales allemandes de septembre suivant. Sa spécificité : le questionnaire était proposé en face-à-face aux interviewés, et non au téléphone ou selon la technique du panel en ligne. Pour la partie française, 261 conversations ont été collectées dans trois communes du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que dans trois secteurs des Bouches-du-Rhône, incluant l'un des fameux « quartiers Nord » de Marseille. Les interlocuteurs se voyaient soumettre 11 questions ouvertes relevant de quatre axes : perspective nationale, locale, individuelle et d'avenir. L'important corpus de réponses recueilli par les enquêteurs a fait l'objet d'un classement qualitatif poussé afin d'en faire émerger les thèmes et sous-thèmes majeurs. Ceux-ci ont ensuite été examinés grâce aux outils d'analyse du discours, permettant de faire ressortir **les trois principaux modèles d'interprétation** qui structurent de façon inconsciente les propos des répondants, et sont de nature à influencer leur réceptivité aux thèses populistes.

Tout d'abord, la critique voire le rejet de l'accueil d'étrangers sur le sol national se fondent en partie sur une **logique de dévalorisation comparative** : les personnes se sentent dévalorisées car elles ont le sentiment que le soutien de l'État leur est refusé, alors qu'il est largement proposé aux immigrés. En réaction, elles stigmatisent à leur tour ces populations, perçues comme des sources de problèmes, concurrentes dans l'accès à l'emploi et aux prestations sociales.

Par ailleurs, les répondants **rejettent une classe politique qui méconnaît leur situation réelle et se serait mise au service d'autres intérêts**. Toutefois, si le « tous pourris » ou le fantasme de « la France/l'Allemagne d'abord » bénéficient électoralement aux partis extrêmes, les propos recueillis ne traduisent pas une adhésion explicite à leurs projets politiques, accréditant l'idée d'un vote contestataire plutôt que d'adhésion.

C'est aussi sur un fort **sentiment d'abandon** que le populisme a su constituer sa base électorale, dans des territoires subissant le retrait graduel de toutes les infrastructures sociales et publiques qui constituent un environnement de proximité digne de ce nom. La fermeture d'un bureau de poste, le départ en retraite du dernier médecin, des transports en commun absents ou peu fiables suscitent un sentiment de relégation et une angoisse du lendemain. Les habitants se sentent victimes d'un choix politique qui ne dit pas son nom, livrés à eux-mêmes au sein de territoires perdus dont plus personne ne se soucie.

La bonne nouvelle, c'est qu'un tel sentiment n'est pas irréversible, dans la mesure où une rénovation urbaine est possible, et où se dégagent un certain nombre de pistes pour faire échec à la montée des extrêmes. Favoriser la solidarité interne, ramener les infrastructures dans les quartiers déshérités, assurer une meilleure implantation locale des partis traditionnels et œuvrer à rendre les changements structurels socialement acceptables, assumer enfin une vision constructive face aux coups de boutoir du discours populistes : telles sont les domaines d'action que propose pour l'Allemagne, et qui apparaissent également pertinents pour la France. Ajoutons que, pour définir de façon fine les politiques à mener aussi bien que pour les mettre en œuvre, une approche « par le terrain », au plus près du quotidien des habitants, sera indispensable.

Présentation de l'étude

CONTEXTE - LES POPULISTES, NOUVEAUX ARBITRES DE LA DÉMOCRATIE

L'élection présidentielle française de 2017 a bouleversé les équilibres politiques traditionnels et consacré l'effondrement des polarités qui structuraient le débat français depuis près de quatre décennies. Seule constante dans une séquence politique imprévisible et palpitante : la progression du vote extrême, en particulier à droite de l'échiquier. En qualifiant son parti pour le second tour de l'élection présidentielle, répétant l'exploit de son père en 2002, Marine Le Pen a obtenu le meilleur résultat de l'histoire du Front national (FN), avec un score de 21 %. Outre-Rhin, le parti Alternative pour l'Allemagne (en allemand *Alternative für Deutschland*, AfD) s'est classé comme la troisième force au Bundestag (12,6 %) lors des élections fédérales allemandes de septembre 2017, imposant, comme en France, l'idée d'un tournant historique au profit d'un nouveau bloc politique en train de consolider ses bases : le populisme de droite.

Le constat est d'autant plus frappant que ce phénomène se produit dans des contextes politiques et économiques très différents. Prenons deux exemples : au moment des élections, le chômage en France s'établissait à 10,3 %, un taux 2 fois plus élevé que de l'autre côté du Rhin ; en 2016, l'Allemagne a accordé l'asile à plus de 10 fois plus de personnes que la France ne le faisait la même année. Le point commun entre nos deux sociétés, dont l'essor du vote populiste pourrait être un reflet, est une division de plus en plus marquée et alarmante, dans un cadre de forte accentuation des inégalités. Rappelons que l'expression « fracture sociale », sur laquelle Jacques Chirac avait axé sa campagne présidentielle de 1995, était apparue dix ans plus tôt sous la plume du philosophe Marcel Gauchet (*Le désenchantement du monde*), qui y voyait déjà l'origine de la « poussée électorale continue de l'extrême droite ».

Plus de deux décennies après l'élection de Jacques Chirac sur ce thème, les nouveaux slogans insistent

d'avantage sur les oppositions (« France d'en haut et France d'en bas ») que sur la fracture elle-même – signe que le problème, loin d'être résolu, s'est aggravé de façon critique. Dans le débat politique, les « sans-dents » français correspondent aux « déçus » ou aux « oubliés » allemands. Des « oubliés » qui refont parler d'eux à chaque période électorale, et ce, pas seulement en France et en Allemagne : avec le référendum britannique sur le Brexit et l'élection présidentielle aux États-Unis, l'année 2016 a prouvé à elle seule que le vote populiste s'impose désormais comme l'arbitre des scrutins et peut en faire basculer l'issue.

DÉBAT - L'EXTRÊME DROITE RÉPOND-ELLE MIEUX AUX PRÉOCCUPATIONS DES ÉLÉCTEURS?

De même que l'extrême gauche, l'extrême droite se revendique volontiers comme le porte-voix des sans-grade et des oubliés de la mondialisation. Dans la tradition de son parti, Marine Le Pen a obtenu en 2017 ses meilleurs résultats chez les ouvriers et les catégories de revenus et d'éducation les plus basses de l'électorat français. Elle a toutefois effectué une percée inédite auprès des jeunes et des femmes, qui vient conforter l'idée d'une « dédramatisation » réussie et d'une offre politique en résonance avec les préoccupations du pays, capable de mener le FN au pouvoir.

S'il est vrai que le FN et l'AFD mobilisent une proportion significative de leurs électeurs dans les zones défavorisées sur le plan socio-économique, il n'existe pas de corrélation mécanique, par exemple, entre taux de chômage et vote FN dans une circonscription donnée. La prise en compte de critères socio-culturels (sentiment de déclassement, peur de l'avenir...) montre toutefois des résultats significatifs. « Plus une circonscription est socialement précaire, plus l'AFD y obtient de bons résultats et plus sa croissance est élevée », concluait une étude de la Fondation Bertelsmann peu après les élections fédérales allemandes. En France, le FN collectionne les succès électoraux dans les territoires du Nord et de l'Est frappés par la désindustrialisation, ainsi que sur le pourtour méditerranéen. En 2017, Mme Le Pen était le premier choix des électeurs qui anticipent un avenir dégradé pour la prochaine génération (25 %), et pour ceux qui pensent que leur profession est en déclin (30 %).

Dans un tel contexte, il est tentant pour le reste de la classe politique d'investir les thèmes imposés dans le débat par les partis extrêmes : l'Europe qui confisquerait la souveraineté du pays, la mondialisation qui dévitaliserait son économie, l'immigration qui diluerait son identité. Outre les retombées électorales que certains en espèrent, le fait de se prononcer sur ces questions peut apparaître comme une façon de répondre aux préoccupations des électeurs les plus fragilisés.

Or, ces préoccupations, qu'en savons-nous ? De part et d'autre du Rhin, on parle beaucoup de cet électorat précaire, mais on ne l'entend pas. Les éditorialistes s'efforcent d'analyser ses motivations profondes (vote contestataire ou adhésion aux discours anti-immigration, anti-européen et anti-mondialisation), mais il n'est jamais véritablement appelé à s'exprimer sur ses conditions de vie et les perceptions qui justifient ses choix électoraux.

C'est pour faire remonter cette parole manquante que Das Progressive Zentrum, un laboratoire d'idées allemand transparent, a mené une campagne de terrain inédite et transnationale, puisqu'elle s'est déroulée à la fois en Allemagne et en France. L'objectif de cette étude était de mieux comprendre le phénomène de vote extrême qui s'est manifesté lors des dernières élections, afin de pouvoir faire face à la menace populiste.

MÉTHODE - À L'ÉCOUTE DES PERSONNES DANS LES BASTIONS DU VOTE EXTRÊME

Intéressé par la méthode déployée lors de la « Grande Marche » qui a marqué l'entrée en campagne d'Emmanuel Macron, au printemps 2016, Das Progressive Zentrum a fait appel à Liegey Muller Pons (LMP), la société française qui avait piloté cette vaste consultation grâce à des technologies de collecte et d'analyse ciblée de l'opinion. Il s'agissait cette fois d'aller sur les terrains où les partis extrêmes rencontrent un fort écho électoral et d'y recueillir la parole des habitants, afin de mieux comprendre leurs opinions, leurs points de vue, leurs préoccupations et leurs espoirs.

Les études quantitatives d'ampleur réalisées sur cet électorat permettent certes d'obtenir des données statistiques fiables, mais présentent un risque de

normalisation due à la rigidité des protocoles d'étude. Lorsque les personnes interrogées se voient soumettre des questions fermées avec des choix de réponses (par exemple : « Estimez-vous que les étrangers sont trop favorisés par rapport aux Français ? »), ce n'est pas leur discours que l'on recueille, mais une prise de position en résonance avec le débat public. Il est donc important de compléter ces études par une approche qualitative permettant un regard « de l'intérieur », une collecte plus vivante et authentique de la parole des personnes interrogées.

Une telle approche ne se veut pas à proprement parler scientifique, au sens où elle ne permet pas d'obtenir des résultats généralisables à l'ensemble d'une population. Les territoires démarchés ont été choisis pour le vote qu'ils expriment, ainsi qu'en fonction de divers critères permettant d'assurer à l'étude la plus grande diversité possible, mais aucune reconstruction statistique n'a été effectuée pour obtenir un échantillon significatif. Les questions sont ouvertes, aucune réponse n'est proposée ni aucune relance effectuée par l'interviewer. On se situe donc en dehors du cadre des sondages classiques avec pondération. Sans prétendre à la représentativité, cette approche permet de collecter à la source la parole spontanée de ces électeurs qui, en raison de leur lieu de résidence, sont statistiquement plus enclins à apporter leur suffrage aux partis populistes.

Le critère de sélection des répondants n'est donc pas le fait qu'ils soient eux-mêmes des électeurs de l'AfD ou du FN, mais qu'ils résident dans l'un des bastions de ces partis. Ces quartiers ont été choisis sur la base d'un indice multidimensionnel qui les classe parmi les zones présentant un degré élevé de précarité sociale et économique. Combiné à un second critère, celui d'un vote élevé en faveur de l'AfD ou du FN lors des dernières élections fédérales en Allemagne, présidentielles en France, cet indice a fait ressortir une liste de territoires, dont certains ont été retenus afin de couvrir une diversité maximum de réalités sociales, dans des zones aussi bien urbaines que périurbaines et rurales. En Allemagne, ces territoires se situent dans la région de Duisburg/Gelsenkirchen à l'Ouest et Berlin/Brandebourg à l'Est ; en France, ils concernent deux régions : les Hauts-de-France au Nord et Provence-Alpes-Côte d'Azur au Sud.

Constituée de 500 entretiens menés en parallèle de part et d'autre du Rhin, l'enquête a été conduite entre l'élection présidentielle française d'avril-mai 2017 et les élections fédérales allemandes de septembre suivant. Pour la partie française, 261 conversations ont pu être collectées : 135 dans trois communes du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que 126 dans trois secteurs des Bouches-du-Rhône, incluant l'un des fameux « quartiers Nord » de Marseille.

Les répondants n'ont pas été interrogés sur leur vote ou leurs opinions politiques et aucune autre donnée personnelle autre que le sexe et l'âge n'a été recueillie. L'objet de l'étude n'est pas l'individu en tant qu'électeur, mais le milieu électoral et les schémas de pensée qui y règnent, en tant que ce milieu est générateur d'un vote élevé en faveur de l'AfD ou du FN. Une spécificité essentielle de l'enquête est que les interviewers ont été sonner à la porte des gens afin de

RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2017

Territoire	Département	Population	1er tour		2nd tour	Participation
			Mme Le Pen	M. Mélenchon	Mme Le Pen	2nd tour
CALAIS	Pas-de-Calais	126 774	37,2%	22,5%	57,4%	57,4%
TOURNEHEM-SUR-LA-HERN	Pas-de-Calais	1 456	41,8%	12,6%	59,7%	59,7%
LOON-PLAGE	Nord	6 225	42,5%	18,0%	62,9%	62,9%
MARSEILLE 14e arrondissement	Bouches-du-Rhône	60 949	27,1%	35,8%	35,4%	35,4%
MARIGNANE	Bouches-du-Rhône	33 929	42,5%	17,6%	60,3%	60,3%
ARLES-MAS-THIBERT (résultats pour la commune d'Arles)	Bouches-du-Rhône	1 498	28,9%	25,8%	43,8%	43,8%

mener une conversation personnelle avec eux. À condition que ceux-ci acceptent de répondre, cela permet d'atteindre des personnes qui échappent à d'autres techniques d'enquêtes telles que les panels en ligne. Le questionnaire mis au point comportait un total de 11 questions ouvertes, que l'on peut regrouper selon quatre axes : perspective nationale (situation et problématiques à l'échelle du pays), perspective de proximité (situation et problématique à l'échelle locale), perspective individuelle (problèmes rencontrés dans la vie

quotidienne) et perspective d'avenir (attentes, espoirs et inquiétudes à propos du futur).

Les interviews ont été menées les jours de semaine, entre 16 heures et 20 heures, afin d'éviter au maximum d'exclure certains groupes de population (par exemple, les personnes travaillant en journée). Lorsque la personne acceptait de répondre, l'enquêteur lui posait les 11 questions, collectant le verbatim de ses réponses à l'aide d'une application mobile. Au terme de

500 entretiens ayant duré en moyenne 25 minutes, un volume de plus de 55 000 mots prononcés librement par les personnes interrogées a été recueilli.

L'analyse de cet important corpus par Das Progressive Zentrum s'est déroulée en deux étapes. Dans un premier temps, toutes les réponses ont été codées en fonction de leur contenu littéral, ce qui a permis de voir émerger un certain nombre de thèmes ainsi que les sous-thèmes qui s'y rattachaient. À l'issue de cette première étape, on disposait donc d'un classement des sujets principaux de préoccupation avec leurs sous-aspects.

Dans un second temps, les réponses mentionnant les principaux thèmes ont été examinées afin d'identifier la façon dont les répondants structurent et justifient les sujets qu'ils mettent en avant, et la façon dont ils les relient les uns aux autres. Les outils de l'analyse du discours ont permis de comprendre comment les personnes interrogées perçoivent leur propre situation et l'envisagent dans leur environnement, aussi bien immédiat que national – ce qui constitue le fondement de leur attitude politique. Il est important de noter, à cet égard, que si cette étude met en exergue les principaux thèmes abordés par les répondants, cela ne signifie pas que d'autres thèmes essentiels n'apparaissent pas dans leurs réponses spontanées ; c'est simplement que ces sujets n'étaient pas parmi les plus fréquemment cités.

Aperçu des résultats

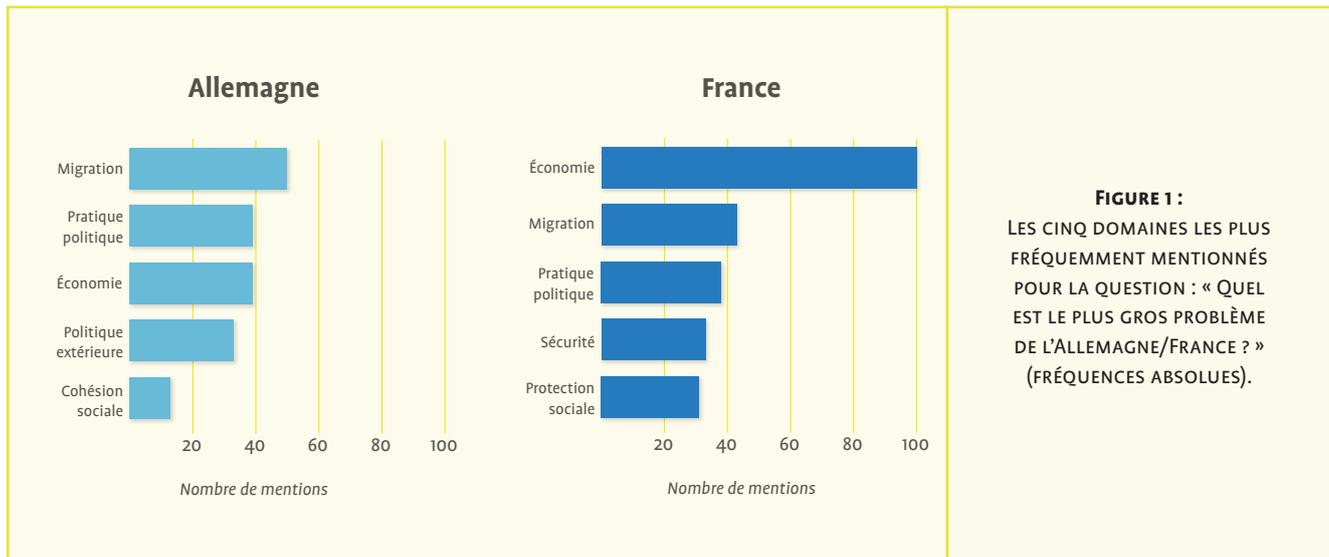
PERSPECTIVE NATIONALE

En Allemagne comme en France, les personnes interrogées expriment spontanément un fort pessimisme. Comment ne pas être frappé par le nombre de répondants qui, questionnés sur ce qui fonctionne bien dans leur pays, répondent « Rien » ou « Pas grand-chose » ? En France, c'est même de très loin la réponse qui domine. En second lieu, les interviewés citent différentes branches de l'économie, notamment les fast-foods. La démocratie et les libertés arrivent ensuite, ainsi que la relative sécurité qui règne en France par rapport à d'autres pays – « On n'est pas en guerre », précise une femme de 38 ans à Marseille. Viennent enfin la qualité du système de santé français ainsi que d'autres services publics (en particulier l'école), sur lesquels les répondants semblent beaucoup compter. La solidarité (notamment de quartier), la présence de commerces de proximité (quand elle est suffisante) ainsi que la vie associative sont mentionnées comme des points positifs.

« Les gens ont de l'humanité, ça fonctionne bien ça. »

Homme, 43 ans à Loon-Plage

Interrogés sur le plus gros problème rencontré par leur pays, les répondants des bastions allemands de l'AfD placent au premier plan l'immigration. Outre-Rhin, le débat fait rage sur la question des migrants, l'Allemagne ayant accueilli plus d'un million de candidats à l'asile depuis 2015. En France, ce thème se classe au deuxième rang, derrière la mauvaise situation économique, avec le chômage et la précarité qu'elle entraîne. Les réponses n'en traduisent pas moins, comme



en Allemagne, l'existence d'un lien entre immigration et économie aux yeux des personnes interrogées. Dans un contexte de raréfaction du travail, il existerait une concurrence pour l'emploi entre la population établie de longue date et les immigrés. Les seconds seraient fréquemment privilégiés au détriment des premiers, comme l'indique la réponse suivante :

« Les immigrés, on n'en peut plus. Ils passent avant nous, on n'a plus de droits. La France ne peut plus accueillir. »

Femme, 56 ans, Marignane

Le terme « immigrés » renvoie sans doute à une définition plus vaste que celui de « migrants » privilégié par les répondants Allemands. La France se montrant parcimonieuse en matière d'accueil des réfugiés, c'est dans des lieux spécifiques comme Calais que la crise des migrants se donne surtout à voir, suscitant les critiques vis-à-vis de sa gestion par le gouvernement. Lorsqu'ils parlent d'immigrés, ces Français amalgament

probablement différentes formes d'immigration, aussi bien légales qu'illégales, et liées non seulement à l'histoire récente, mais aussi à des vagues migratoires plus anciennes. Une ambiguïté que les populistes cultivent savamment afin de la mettre au service de leurs discours. À ce titre, le terme « assistanat », qui revient dans un certain nombre de réponses, accrédite l'idée que certaines populations profiteraient de la bienveillance du système social français, en vivant aux crochets du contribuable surtaxé :

« L'assistanat tue la France. Le manque de motivation des gens pour travailler. Le Français moyen est la vache à lait du gouvernement. »

Homme, 45 ans, Calais

Le terme « assistanat », s'il appartient à l'arsenal rhétorique de la droite dure française, ne contient pas en lui-même une accusation contre les populations immigrées.

Mais au sein même du discours, il est fréquent que le lien se fasse automatiquement :

« L’assistantat qui profite aux immigrés arabes qui touchent des allocations. »

Femme, 74 ans, Tournehem-su-la-Hem

Les répondants français font état d’une préoccupation relative à « l’islamisation » de certains quartiers et à un phénomène de délinquance qui est parfois explicitement associé à la présence, présentée comme excessive, d’une population maghrébine ou musulmane.

« Les religions. Pour un pays laïc, on fait trop de choses pour les religions étrangères. »

Femme, 48 ans, Marseille 14e arrondissement

En contrepoint, il est à noter que certains désignent le racisme comme le problème numéro 1 de la France (on rappelle qu’aucune donnée concernant les origines ou la religion des répondants n’a été relevée). Bien que les propos à connotation raciste ne soient pas rares dans les réponses collectées, il faut toutefois remarquer que, comme en Allemagne, la majorité des interlocuteurs ne considèrent pas de manière intrinsèquement raciste la question migratoire. Les raisonnements à l’œuvre dans leur discours dénotent plutôt une logique de dévalorisation comparative : les prétendus avantages octroyés aux étrangers apparaissent disproportionnés, et le citoyen se sent en reste, dévalorisé au sein de sa propre société. Son discours de rejet de l’étranger relèverait

donc davantage de la réaction spontanée, viscérale et non réfléchie, que d’une idéologie xénophobe à proprement parler.

Le deuxième problème le plus fréquent en Allemagne et le troisième en France est ce que l’on pourrait appeler « le politique » : cela inclut, d’une part, l’action (ou l’inaction) politique et, d’autre part, le comportement et la mentalité des politiciens, souvent qualifiés de malhonnêtes ou d’égoïstes. Beaucoup de personnes interrogées déplorent une influence démesurée des entreprises et des lobbies sur les politiques menées. Sur les deux rives du Rhin, on considère que « *l’économie décide, pas les hommes politiques* ». Toutefois, là où les Allemands dénoncent la mollesse et l’incompétence de leurs dirigeants, accaparés par la politique étrangère, beaucoup de réponses en France condamnent des gouvernants jugés déconnectés du peuple ou corrompus. « *On dirait que les politiciens font de la politique pour eux, pas pour le peuple* » déplore une Marseillaise de 27 ans. « *Les quartiers Nord, ils s’en foutent* » renchérit un autre habitant du 14e arrondissement.

Il faut remarquer, dans le discours spontané des interviewés français, l’absence quasi-totale d’évocation de la question européenne. L’élection présidentielle, très récente au moment de l’enquête, semble accentuer l’hyper-présidentialisation de la perception politique française. Beaucoup de réponses expriment une défiance envers M. Macron, quand ce n’est pas un rejet pur et simple.

Quoi qu’il en soit, en Allemagne comme en France, l’action politique ne paraît pas être menée dans l’intérêt de la population, ce qui engendre un sentiment de désavantage et d’abandon.

« Incompréhension totale entre le gouvernement et le peuple. »

Homme, 64 ans, Calais

Dans un tel contexte se pose une question, qui a été soumise en ces termes aux interviewés : « Qui serait le mieux à même de résoudre les problèmes de votre pays ? »

Bonne nouvelle pour la démocratie : en France comme en Allemagne, les institutions étatiques et les acteurs politiques sont de loin les plus souvent mentionnés. En France, l'État et l'administration (par exemple les municipalités) sont les premiers dont on attend la résolution des problèmes, suivis par la politique, c'est-à-dire principalement les partis et les politiciens qui les représentent. En Allemagne, cette hiérarchie est inversée, les acteurs politiques étant plus souvent mentionnés que l'État et l'administration.

Il faut pourtant se garder de voir dans ces réponses un plébiscite du personnel politique en place. Parmi les répondants domine l'idée que « d'autres politiciens » ou « d'autres partis » que ceux qui existent aujourd'hui pourraient avoir une action réellement efficace. Quelle

serait la caractéristique de ces « autres » hommes et femmes politiques ? Selon un homme de 52 ans de Tournehem-sur-la-Hem, ce pourrait être « *quelqu'un qui vit ce qu'on vit, qui se mette à notre place* ».

Le FN et l'AfD pourraient-ils incarner cette nouvelle offre politique ? Pas plus que les autres, comme le suggère le fait qu'ils ne sont que très rarement mentionnés (le nom de Mme Le Pen apparaît 6 fois, de même que celui de M. Mélenchon ou de son parti). Dès lors, les scores électoraux élevés de ces partis dans les territoires où les interviews ont été menées pourraient relever davantage du vote de protestation destiné à signifier un rejet des partis au pouvoir, que d'une véritable adhésion aux projets qu'ils défendent. La démocratie directe que prônent l'AfD comme le FN ne suscitent guère d'enthousiasme, et le « peuple » n'est que ponctuellement évoqué comme apte à résoudre les problèmes. Le mot « révolution » est souvent évoqué en France, contrairement à l'Allemagne, ce qui s'explique historiquement sans difficulté.

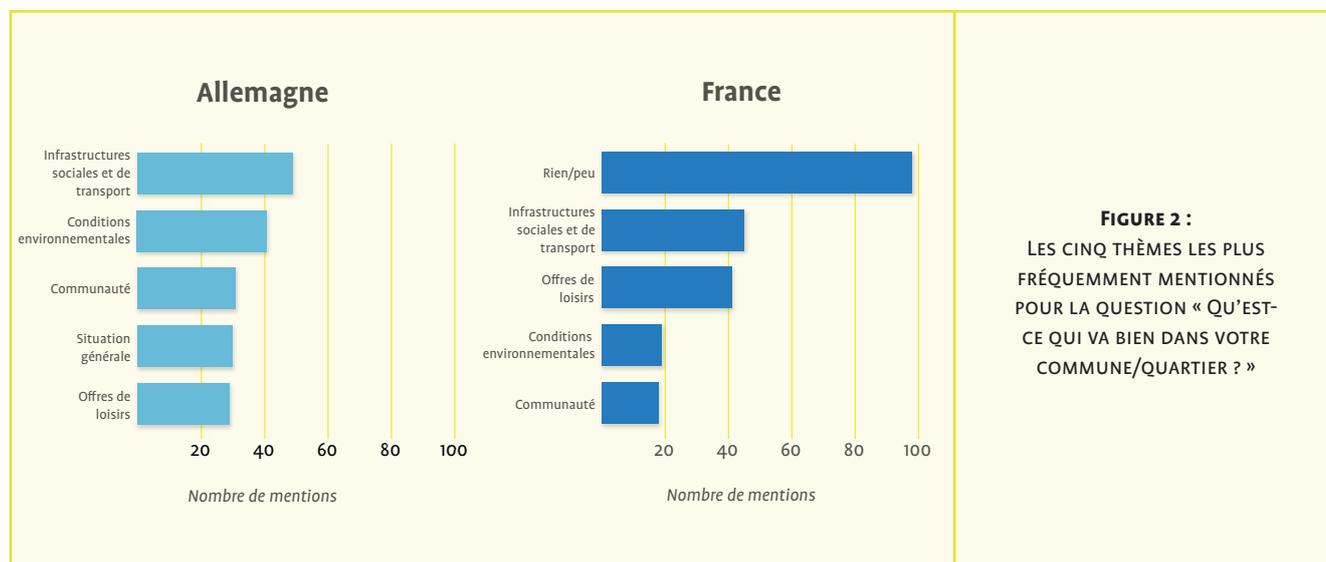


FIGURE 2 :
LES CINQ THÈMES LES PLUS FRÉQUEMMENT MENTIONNÉS POUR LA QUESTION « QU'EST-CE QUI VA BIEN DANS VOTRE COMMUNE/QUARTIER ? »

PERSPECTIVE LOCALE

Comme c'était le cas à l'échelle du pays, les personnes interrogées sur la situation dans leur lieu de résidence (commune ou quartier) mentionnent spontanément un nombre d'aspects négatifs bien supérieur à celui des aspects positifs. Ici encore, les interlocuteurs français se montrent plus déçus encore que les interviewés allemands. Près de la moitié des Français interrogés

rapportent que rien ou presque ne va bien dans leur lieu de résidence.

Toutefois, à ce stade, une importante différenciation apparaît selon les territoires. Dans les communes plus rurales, la tranquillité et la vie villageoise apportent une réelle qualité de vie, tandis que les citoyens font plus souvent l'éloge de l'infrastructure sociale (écoles,

crèches ou commerces), comme l'illustre la déclaration suivante :

« Tout est à côté, tout est accessible (pharmacie, commerces, docteurs). »

Homme, 25 ans, Marseille 14^e arrondissement

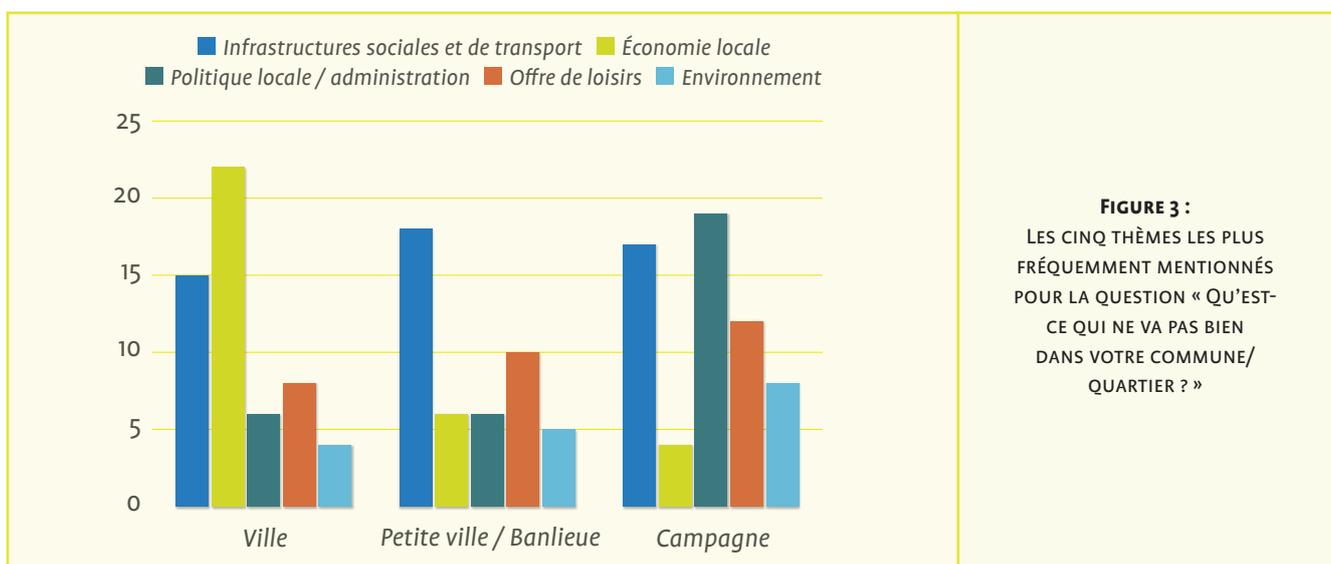
Dans les petites municipalités, on apprécie les activités culturelles et festivités organisées par la mairie. La vie associative et les contacts avec les élus sont fréquemment évoqués, soit que les habitants s'en félicitent, soit qu'ils fassent cruellement défaut.

Fait qui retient l'attention, dans un contexte de fort vote FN : les Calaisiens ne trouvent aucun point positif à mentionner sur leur ville. Calais serait une commune où rien ne fonctionne (à part « *les faits divers* », ironise un répondant), une ville sinistrée, qui ne vit plus. « Rien [ne marche], même pas les lampadaires », dit une femme de 45 ans. Même dans une commune comme Arles, drainant une population touristique grâce à de grands événements culturels, les répondants du quartier Mas-Thibert accablent leur édile. « *Le maire ne voit que les*

touristes, et il s'en fiche des habitants. Ils ne nettoient la place du village que quand les élus viennent. » Certains évoquent le tourisme et la vie culturelle comme s'ils ne les concernaient pas et n'avaient aucun retentissement sur leur quotidien. À Marseille, on apprécie l'entraide, la convivialité, la présence de cafés et de snacks ; néanmoins, interrogés sur ce qui marche, beaucoup évoquent ironiquement le trafic, manifestement florissant.

Interrogés sur ce qui ne va pas bien chez eux, les répondants français comme allemands citent au premier chef les infrastructures sociales et de transports. Aux deuxième et troisième niveaux des préoccupations, des divergences apparaissent. Les Allemands soulèvent la question des migrants (essentiellement dans les grandes villes), puis celle de l'environnement dégradé (déchets, pollution). En France, ce sont l'emploi (chômage, manque d'opportunités, précarité) et la politique locale qui préoccupent.

Si l'on considère les deux zones géographiques retenues par l'étude, on s'aperçoit que les territoires du Nord évoquent davantage l'immigration et les problèmes financiers (petites retraites), tandis que les répondants du pourtour méditerranéen dénoncent une ségrégation territoriale : injustices et inégalités liées au quartier dont on est issu. La délinquance et la faiblesse de la justice préoccupent les Méridionaux, quand c'est l'administration et la bureaucratie qui exaspèrent dans le Nord.



Dès lors que sont abordés les enjeux locaux, les réponses se font plus concrètes, laissant entrevoir les réalités parfois alarmantes de certains territoires. Les Calaisiens, par exemple, évoquent systématiquement la crise des migrants, nombre d'entre eux y voyant la cause de la dévitalisation de la ville. « *Tout ferme.* » Usines délocalisées, coût de la vie et du logement apparaissent fortement anxiogènes pour la population. L'insécurité et la délinquance sont citées comme consécutives à la présence massive des migrants, vécue comme un fléau : « *Nous sommes plombés avec les migrants* », dit un homme de 64 ans. Certaines réponses révèlent le degré d'intériorisation de cette situation hors-norme :

« Sur l'autoroute A16, il n'y a pas de lumière, on a peur de prendre la route et de percuter un migrant. »

Femme, 60 ans, Calais

À l'échelle de la vie locale et de proximité, les symptômes de la crise économique se font cruellement sentir. Le budget carencé des communes retentit directement sur le quotidien des populations, conduites à se replier

sur la solidarité et les liens familiaux. Dans de petites communes entourées de campagne comme Arles ou Marignane, le manque d'activités culturelles et de loisirs, notamment pour les jeunes, est très souvent pointé. « *Plus de vie, même la fête foraine est morte aujourd'hui* » déplore une femme de 71 ans à Marignane.

Çà et là, on déplore la fermeture des commerces, le départ d'un médecin, la décrépitude des rues, en dépit d'une fiscalité locale jugée élevée. Dans les quartiers Nord de Marseille, la pauvreté, le surpeuplement et la saleté (défaut d'enlèvement des ordures ménagères, rats) sont vécus comme allant de pair, accentuant l'enclavement de ces quartiers « oubliés » qui ne bénéficieraient pas des mêmes services publics que le reste de la ville, voire du pays – avec notamment un système scolaire à l'abandon. Beaucoup de maux s'expriment, de l'absence d'infrastructures pour les enfants au racisme et à la ségrégation. Dans un quartier où un habitant peut signaler « *les tueries* » comme le problème numéro 1, les gens évoquent la délinquance (« mafias », détournements d'aides), et les comportements antisociaux qui leur donnent l'impression de vivre dans le chaos : « *La circulation, des gens roulent à contre-sens* » se plaint un homme de 29 ans. « *Trop de libertés ici, les gens font ce qu'ils veulent, c'est la jungle* », dit un homme de 59 ans.

Dans ces territoires de la précarité, le retrait progressif des infrastructures et services collectifs, symbolisé

Le cas d'une commune en déshérence financière : Tournehem-sur-la-Hem

Ce village de 1 500 âmes est présenté par les personnes interrogées comme une commune mal entretenue, morte – pas d'activités pour les jeunes, manque de jeux pour les enfants. Les habitants, appelés les « Sarrazins », sont manifestement confrontés à une diminution sensible des événements et festivités organisées par leur mairie : « Beaucoup moins d'activités et d'événements, on se demande si on a un maire », dit une habitante de 82 ans. Dans le même temps, l'installation temporaire d'une piscine en été, alors que des problèmes de voirie ou de connexion internet, voire d'électricité, ne sont pas résolus, est perçue comme une mauvaise dépense. Plusieurs répondants pointent les dérives budgétaires de l'ancienne mairie ou la baisse des dotations de l'État ; désargentée, la commune n'est plus en mesure d'entretenir son espace public. « État de la voirie. » « Finir les travaux du parking de l'école. » Plusieurs commentaires dénoncent le manque de communication avec un maire jugé dépassé, coupé de sa population.

par une ligne de bus, un bureau de poste ou les commerces de proximité, est vécu comme un véritable ostracisme par rapport à la communauté nationale. La précarité s’autoalimente, ne serait-ce que parce que le budget de la municipalité se contracte à mesure que la population s’appauvrit. Faute de volonté politique pour maintenir ou réimplanter les infrastructures et services essentiels, ces territoires continuent de s’affaiblir, et leurs habitants, de nourrir un sentiment d’abandon qui se traduira nécessairement dans les urnes. Les laisser livrés à eux-mêmes et à leurs difficultés est un choix politique dont les conséquences s’aggravent à chaque scrutin depuis plusieurs décennies.

VIE QUOTIDIENNE

Lorsque l’on interroge les interviewés sur le plus gros problème qu’ils rencontrent au quotidien, il peut sembler contradictoire, à la lumière des résultats obtenus jusqu’ici, que la réponse « *Je n’ai pas de problèmes* » occupe partout le premier rang. On peut certes attribuer cette réaction à la pudeur ou à une réticence à évoquer de problèmes personnels devant un intervieweur inconnu. Il est également possible que certains éprouvent des difficultés à traduire à l’échelle individuelle les problèmes identifiés précédemment à l’échelle nationale (immigration, politique), comme s’ils n’avaient pas de retentissement perceptible sur leur vie quotidienne

Sans surprise, de nombreux répondants évoquent néanmoins des difficultés financières (loyer, petite retraite, poids des impôts).

« Je vis avec 500 euros, c’est dur avec le loyer à payer et mon enfant, malors que je veux travailler. »

Femme, 44 ans, Calais

Dans le Midi, on fait état d’une réelle difficulté de cohabitation dans l’espace public : pris ensemble, les problèmes d’insécurité, d’incivilité et de circulation automobile occupent le premier rang des préoccupations. Le problème numéro 1 à l’échelle individuelle en France n’en reste pas moins le chômage la rareté des emplois, tandis que ce sont avant tout les conditions sur leur lieu de travail qui préoccupent les Allemands.

Il faut donc retenir que dans les bastions du FN et de l’AfD, les principaux problèmes rencontrés dans le quotidien sont d’ordre économique ou sont liés à des

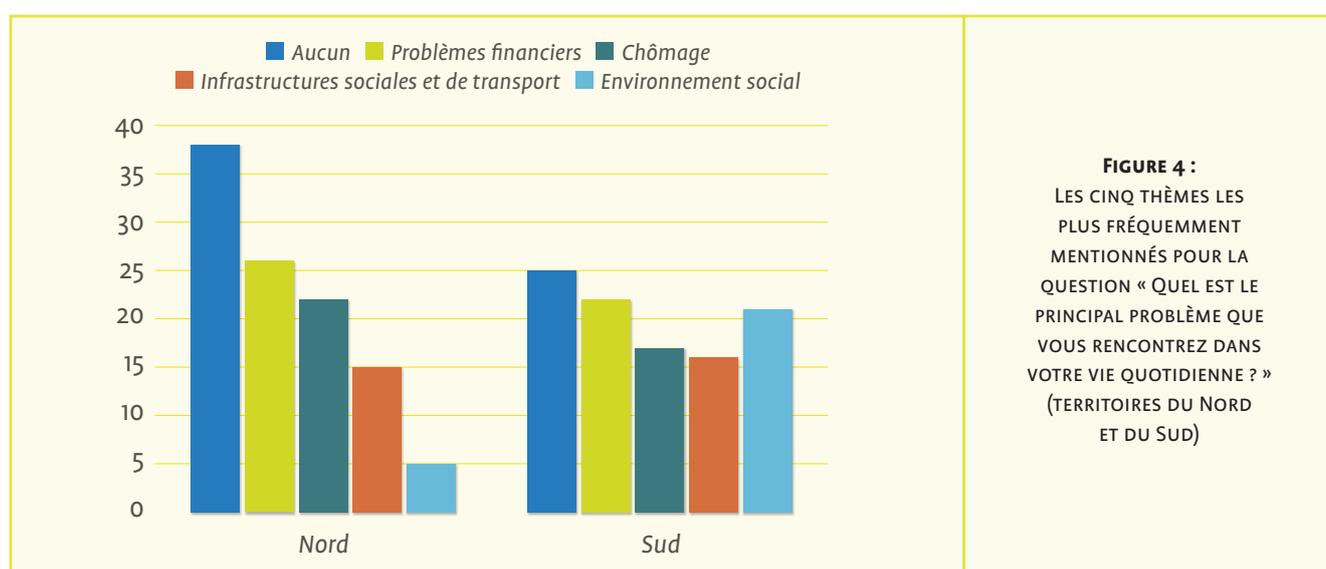


FIGURE 4 :
LES CINQ THÈMES LES PLUS FRÉQUEMMENT MENTIONNÉS POUR LA QUESTION « QUEL EST LE PRINCIPAL PROBLÈME QUE VOUS RENCONTREZ DANS VOTRE VIE QUOTIDIENNE ? » (TERRITOIRES DU NORD ET DU SUD)

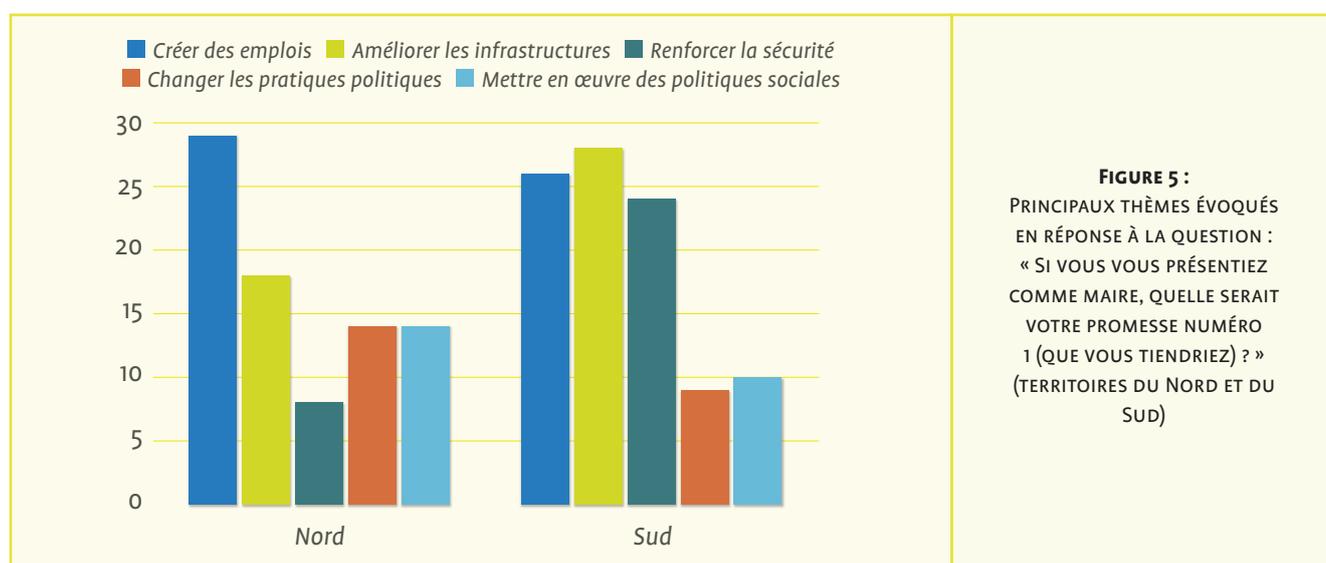
carences dans les services publics. En Allemagne, le thème de l'accueil des migrants, qui occupe le premier plan des préoccupations à l'échelle nationale voire locale, cède clairement le pas aux difficultés économiques dès lors que l'on adopte un point de vue individuel. En France, si l'on excepte les répondants de Calais, confrontés à la problématique très spécifique de la crise des migrants, la question de l'immigration disparaît des préoccupations individuelles. L'insécurité (qui inclut souvent le terrorisme) et la délinquance restent cependant des problématiques de premier plan, et l'on sait que l'un des thèmes centraux du discours populiste est l'assimilation de la délinquance à l'immigration. On peut supposer que les personnes souffrant d'un sentiment d'insécurité, y compris lorsqu'elles sont elles-mêmes issues de l'immigration, peuvent offrir davantage de prise à ces idées.

C'est pourquoi il était intéressant de demander aux personnes interrogées qui, à leur avis, pourrait le mieux résoudre leurs problèmes quotidiens. Les réponses collectées auprès des Allemands montrent qu'un grand nombre d'entre eux placent leur confiance dans la politique ou l'État. Une confiance qui n'est que modérément partagée par les répondants Français, dont la moitié disent ne compter que sur eux-mêmes ou sur leur entourage, voire sur « personne ». Les autres disent se fier aux pouvoirs publics (dans le Nord, et souvent à la condition expresse qu'ils « se bougent ») ou aux élus de proximité (dans le Sud). L'économie, les associations et la police sont évoquées, et quelques répondants citent spontanément le nom de Jean-Luc Mélenchon. Le FN n'est jamais mentionné et du côté allemand, l'AfD ne l'est quasiment pas non plus.

« Les incivilités, qui s'accroissent. Le quartier s'est paupérisé et islamisé. »
Femme, 76 ans, Marseille 14e arrondissement

VISION DE L'AVENIR

Afin d'évoquer l'avenir, les répondants ont été invités à réaliser une petite expérience de pensée en imaginant qu'ils voulaient eux-mêmes se lancer en politique ; on leur demandait alors de décrire la principale promesse qu'ils feraient aux électeurs et qu'ils s'attacheraient à tenir. Les réponses laissent apparaître un différentiel franco-allemand déjà bien identifié : les Français placeraient la politique économique et la création d'emplois en tête de leur programme, le reste de leurs propositions étant en cohérence avec les problématiques exprimées



précédemment (amélioration de l'infrastructure sociale et de la sécurité intérieure) ; quant aux Allemands, leur première préoccupation serait de mettre en œuvre des mesures sociopolitiques visant à combler les lacunes de justice sociale. Chose étonnante, dans ces territoires où la question migratoire est considérée comme le problème national numéro 1 : si les citoyens interrogés pouvaient eux-mêmes agir en tant que décideurs politiques, leurs premières décisions seraient avant tout de nature sociopolitique.

Le même constat s'impose en France, où les répondants, loin de suggérer une politique de « préférence nationale » comme celle prônée par le FN, par exemple, évoquent plus volontiers le soutien aux plus défavorisés (notamment lutte contre le mal-logement) ainsi que des mesures de nature sociale, indépendamment de toute mention à l'offre politique existante :

« Améliorer la mixité sociale. Il y a de moins en moins de mixité, surtout dans les écoles où il n'y a que des enfants qui se ressemblent. »

Homme, 25 ans, Marseille 14e arrondissement

Les entretiens menés dans les deux pays s'achevaient par un dernier doublon de questions : « Qu'est-ce qui vous donne de l'espoir à propos de l'avenir ? » et « Qu'est-ce qui vous inquiète à propos de l'avenir ? » Une

« J'ai peur qu'on revienne au Moyen-Âge »

Homme, 61 ans, Marseille 14e arrondissement

fois de plus, les réponses des interlocuteurs français sont encore plus pessimistes que celles des Allemands. Près de la moitié des Français interrogés, quel que soit leur lieu d'habitat, témoignent de leur désenchantement et de leur inquiétude pour l'avenir : il n'y aurait pas d'espoir, la France serait « foutue ». Certains attendent une révolution, d'autres, surtout dans le Nord, espèrent encore voir le marché du travail s'améliorer. Seul un répondant mentionne une des mesures promises par le gouvernement récemment entré en fonction, à savoir la baisse de la taxe d'habitation qui augmentera son pouvoir d'achat.

Les enfants, ceux qui grandissent aujourd'hui, polarisent tous les espoirs : soit à titre privé (« mes enfants » ou « mes petits-enfants »), soit à titre collectif : la génération qui vient va changer les choses, être plus écologiste, améliorer la société. Tout ce qui sera fait en faveur de la jeunesse, notamment en matière d'éducation, sera bien perçu.

« Mes élèves [me donnent de l'espoir] car je suis prof. »

Homme, 39 ans, Marseille 14e arrondissement

En Allemagne, la façon d'aborder l'avenir semble tout-à-fait différente. L'absence d'espoir et la confiance dans la descendance ne se classent qu'aux troisième et quatrième rangs des réponses. Les Allemands interrogés comptent avant tout sur leurs valeurs morales intrinsèques, optimisme et confiance en soi, qui n'arrivent qu'en cinquième position en France. Ils comptent sur leur formation, leurs études et, en deuxième position, attendent beaucoup du changement politique lors des élections à venir (l'enquête ayant été réalisée peu avant les élections fédérales). En France, où les interviews ont été menées après l'élection présidentielle, le changement politique ne vient qu'en quatrième position, derrière les bienfaits attendus de la société : jeunesse dynamique, tolérance, milieu associatif.

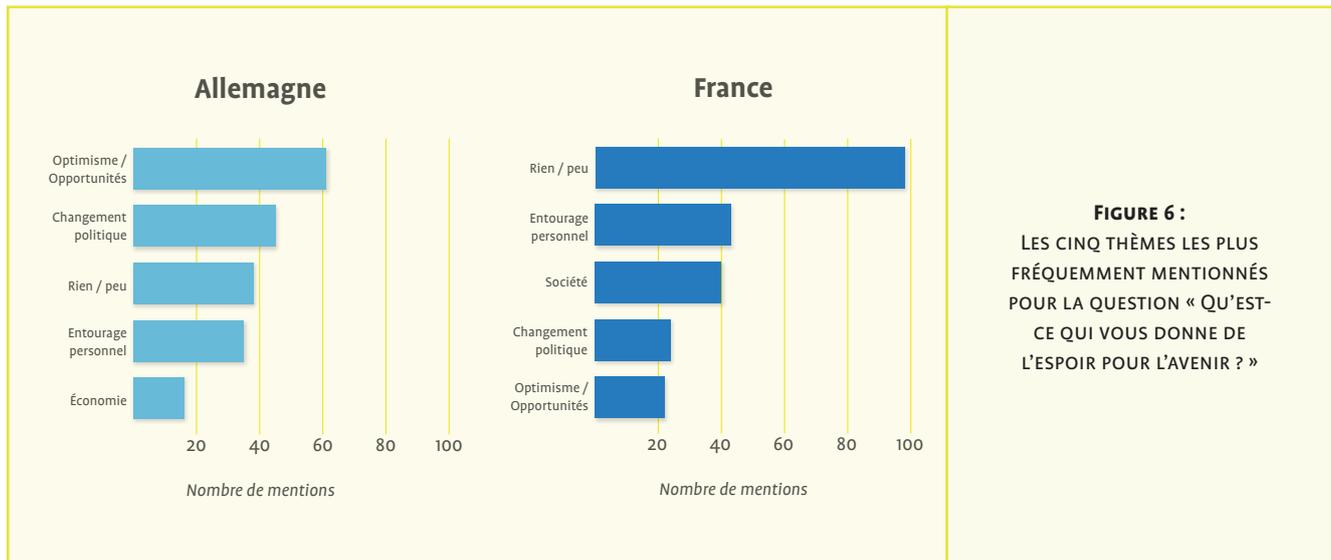


FIGURE 6 :
LES CINQ THÈMES LES PLUS FRÉQUEMMENT MENTIONNÉS POUR LA QUESTION « QU'EST-CE QUI VOUS DONNE DE L'ESPOIR POUR L'AVENIR ? »

Concernant les inquiétudes pour l'avenir, les personnes interrogées se révèlent à nouveau beaucoup plus prolixes qu'à propos des espoirs. En Allemagne, la peur qui domine est celle du déclassement social, pour soi-même ou pour ses enfants. La situation du monde (dangers géostratégiques) arrive en deuxième position avant les craintes concernant l'avenir de la cohésion sociale allemande.

En France, si l'emploi apparaît comme le point focal des préoccupations dans les deux régions sondées, les conversations font ressortir des nœuds problématiques distincts qui, dans la perspective d'une lutte contre le vote extrême, appellent des réponses elles

aussi distinctes. Dans le Nord domine le sentiment d'une déferlante migratoire, d'une asphyxie fiscale et d'un tissu urbain dévitalisé, mourant. Dans le Sud, ce sont les jeunes générations livrées à elles-mêmes et à la délinquance qui préoccupent le plus, dans un cadre de cloisonnement ethnico-social et de relégation territoriale. Contrecarrer la progression du vote extrême dans le Nord passera inévitablement par un règlement de la crise des migrants (qui échappe largement aux autorités locales, mais pas aux discours populistes) et une perspective concrète de revitalisation économique. Dans les Bouches-du-Rhône, il y a toute une mobilisation de la jeunesse à réussir, qui pourrait reposer, outre les mesures éducatives et économiques, sur

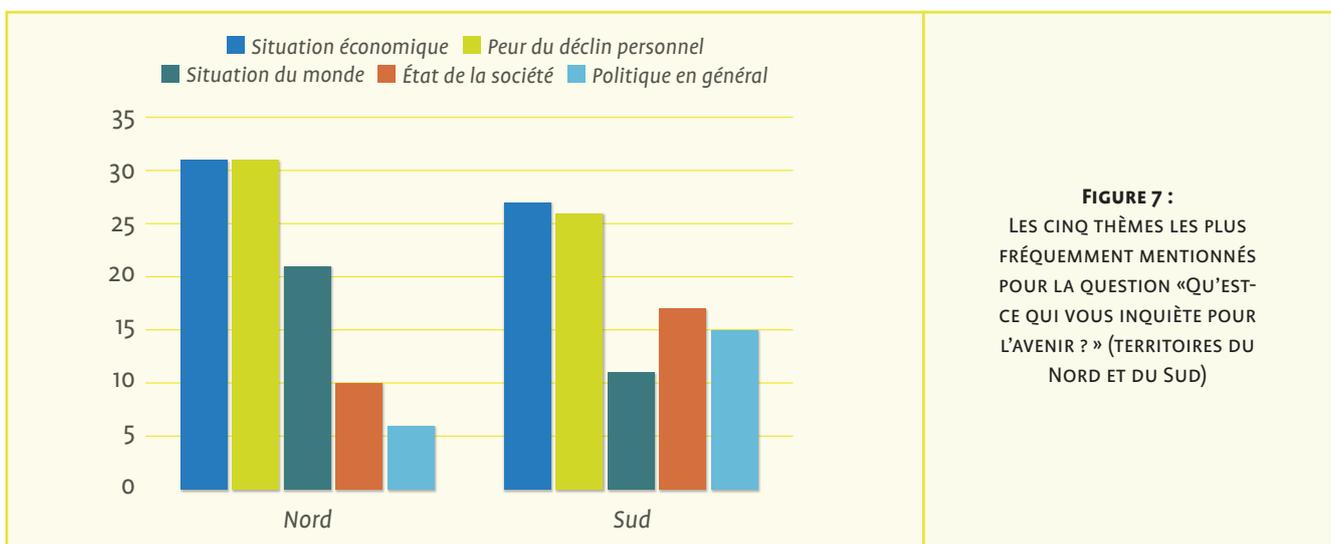


FIGURE 7 :
LES CINQ THÈMES LES PLUS FRÉQUEMMENT MENTIONNÉS POUR LA QUESTION « QU'EST-CE QUI VOUS INQUIÈTE POUR L'AVENIR ? » (TERRITOIRES DU NORD ET DU SUD)

une proposition forte d'intégration aux valeurs liées à l'identité et au tissu culturel français.

« La délinquance, le manque de boulot pour les jeunes, mon fils qui traîne dans la rue. »

Femme, 58 ans, Arles-Mas-Thibert

Conclusion

Trois modèles d'interprétation principaux ressortent des 500 entretiens menés dans des régions françaises et allemandes où la proportion d'électeurs du FN ou de l'AfD est importante. Ces modèles influencent la manière dont les personnes interrogées perçoivent certaines situations sociétales ou personnelles.

Tout d'abord, la critique voire le rejet catégorique de l'accueil d'étrangers sur le sol national sont en partie fondés sur une **logique de dévalorisation comparative** : les personnes interrogées se sentent dévalorisées, car elles ont le sentiment que le soutien de l'État leur est refusé alors qu'il est largement proposé aux réfugiés ou aux immigrés. En réaction, elles stigmatisent à leur tour les populations immigrées. Les migrants sont perçus comme des concurrents dans l'accès aux prestations sociales ainsi que dans la recherche d'emploi et, par conséquent, identifiés comme une source de problèmes. Confrontés à ce vécu de discrimination, l'individu ou le groupe d'individus seront plus enclins à adhérer à la thèse selon laquelle l'arrêt de l'immigration entraînerait mécaniquement une amélioration de leur situation. C'est là le piège éternellement tendu par l'extrême droite, puisque l'immigration n'est pas le problème en soi, mais le thème bouc émissaire sur lequel se projettent les difficultés économiques des citoyens.

Par ailleurs, l'absence de résolution de ces difficultés, voire leur constante aggravation qui mine l'existence quotidienne et menacent la vie collective, sont largement attribuées à **l'inaction d'une classe politique qui méconnaît la situation réelle de ses administrés**. Mollesse et incompétence (aux yeux des Allemands) ou cynisme (aux yeux des Français) conduisent à un même aveuglement ; le politique sert avant tout ses propres intérêts ou des intérêts économiques, mais n'est pas au service des gens. L'aspiration légitime au renouvellement de la classe politique a donc tendance à se cristalliser autour de discours populistes de type « tous pourris » ou « les Français / les Allemands d'abord ». Le sentiment de priorisation des sujets de

politique extérieure et d'influence majeure des intérêts économiques ne se retrouve pas dans les propos des Français, qui semblent méconnaître ces enjeux et se désintéresser d'une actualité politique qui ne les inclut pas. Leurs propos traduisent rarement leur soutien aux partis populistes, quoiqu'ils en reprennent parfois les grands thèmes polémiques : immigration, euro, décolonisation. Il n'y a donc pas, dans ces populations qui leur offrent leurs suffrages, d'adhésion spontanément exprimée aux projets économiques ou politiques défendus par ces partis, ni une envie explicite de les porter au pouvoir. À l'image de sa présence dans des institutions européennes dont elle conteste la légitimité, l'extrême droite pousse les citoyens à se détacher de la politique par leur vote, accentuant le rejet exprimé par les territoires fragilisés. Jusqu'ici, bien que les populistes aient cherché à politiser ces territoires en y implantant leur rhétorique, les thèmes qu'ils promeuvent ne jouent guère de rôle dès lors que les gens évoquent les problèmes qui les touchent avec leurs propres mots.

En revanche, le **sentiment d'abandon** qui s'empare de quartiers dont services publics, transports et infrastructures sociales se retirent comme sous l'effet d'un choix politique qui ne dit pas son nom, a pu bénéficier au vote populiste sous la forme d'une protestation cherchant à être entendue. Dans ces petites villes, ces municipalités de banlieue, les habitants voient jour après jour leur environnement structurel décliner et se défaire, ce qui suscite chez eux un sentiment de relégation et une peur du lendemain. Pour ces personnes qui ont peu de moyens pour s'évader et « voir du pays », cet environnement en pleine décrépitude représente l'état de leur pays. Confrontés au chômage, aux fins de mois difficiles, au mal-logement, à l'insécurité et aux incivilités, ils nourrissent de fortes angoisses pour l'avenir (peur de vieillir sans argent, de n'offrir à ses enfants qu'une mauvaise vie) qu'aucune proposition politique concrète ne vient tempérer, si ce n'est les lendemains qui chantent promis par les partis extrêmes.

La situation des deux pays est différente, mais en France, le passage de la crise semble avoir noyé tous les espoirs dans le chômage et la précarité de masse. Là où les Allemands se plaignent de la stagnation des salaires et craignent de perdre leur emploi, les Français interrogés affrontent l'absence de travail et de perspectives

d'avenir, avec un coût de la vie et une fiscalité qu'ils vivent comme asphyxiants. Chez eux, la « déchéance personnelle » n'est pas une crainte pour l'avenir, mais leur vécu du présent.

La peur du déclin, d'une guerre civile ou nucléaire, voire d'une apocalypse, s'exprime de toutes parts. Elle devrait imposer aux gouvernants de ne pas laisser ces populations livrées à leurs difficultés et à leurs angoisses. Malgré la défiance compréhensible de ces citoyens « oubliés » vis-à-vis de ceux qui les gouvernent, il est important de relever que nombre d'entre eux espèrent encore voir venir le changement à travers la politique. Face à une telle attente, on ne compte plus les rapports commandés par les gouvernements successifs afin de proposer des solutions aux problèmes rencontrés dans les quartiers périphériques – le dernier en date ayant été remis en avril 2018 par Jean-Louis Borloo au Premier ministre Édouard Philippe. Pour la question qui nous occupe, à savoir celle du vote populiste, les trains de mesures et autres « plans banlieue » sur lesquels ont débouché ces rapports n'ont jusqu'ici guère fait la preuve de leur efficacité.

Fort des enseignements de sa campagne d'écoute dans les bastions de l'AfD, le laboratoire d'idées Das Progressive Zentrum a proposé cinq domaines d'action sur lesquels les pouvoirs publics pourraient faire reposer la reconquête de ces territoires en rupture. Tout d'abord, éviter d'imposer « d'en haut » une solidarité extérieure à une population qui se sent précarisée et menacée de relégation, et assumer la prééminence d'une solidarité interne au pays sur toute politique d'accueil décidée par le gouvernement. Ensuite, promouvoir l'égalité des chances en apportant aux territoires déshérités un niveau d'infrastructures (y compris de communication) leur permettant une meilleure insertion dans le tissu socioéconomique du pays. Sur le plan politique, renforcer la présence des partis à l'échelon local afin de mieux insérer le politique dans le quotidien des administrés et de restaurer le lien entre société civile et partis de gouvernement. Les populations précarisées subissent de plein fouet les changements structurels de notre époque, par exemple l'automatisation des tâches qui fait disparaître des métiers ; plutôt que de se prononcer contre des changements pourtant inéluctables, dans un discours démagogique stérile, les

représentants politiques devraient en prendre officiellement acte et les expliquer, tout en œuvrant pour protéger ceux qui en seront directement affectés. C'est le sens de la quatrième proposition : rendre les changements structurels socialement acceptables. Enfin, face à une dialectique populiste qui entend imposer ses thèmes dans le débat de façon essentiellement négative (menaces de l'Union européenne, de l'immigration, etc.), il est essentiel d'élaborer des contre-discours clairs présentant de façon assumée une autre vision de ces mêmes thèmes. La confiance en soi et en ses convictions est un préalable indispensable au rétablissement de la confiance dans des populations en difficulté. Ces recommandations qui valent pour l'Allemagne paraissent largement pertinentes dans le cas de la France et doivent s'insérer dans la réflexion globale sur les politiques publiques à destination des quartiers relégués. Sans entrer plus avant dans le développement concret de ces axes, nous souhaiterions ici insister sur un point en particulier : l'importance cardinale d'aller sur le terrain, en premier lieu afin d'établir un diagnostic précis et concret de la situation. Les résultats de cette campagne transfrontalière le montrent : aller à la rencontre des gens dans une posture d'écoute permet de dépasser les a priori et d'obtenir une vision plus subtile de leur vie quotidienne. Une telle approche offre l'occasion de se mettre à leur place, ne serait-ce qu'un instant, et de considérer leurs problèmes, mais aussi leurs espoirs, avec leurs propres yeux. Pour ceux qui ont l'ambition d'améliorer durablement la situation de ces populations, cette « culture du terrain » apparaît indispensable. Et ce, pas uniquement dans une logique de diagnostic.

En effet, une approche par le terrain permettra d'assurer aux politiques publiques une mise en œuvre plus efficace, par exemple en faisant ressortir les éventuels blocages que d'autres canaux de collecte d'information ne permettent pas de faire remonter. Rappelons à titre d'exemple qu'aux États-Unis, l'administration Obama avait accompagné le lancement de sa réforme « Obamacare » de l'assurance maladie par une campagne de terrain, mobilisant 9 000 volontaires pour promouvoir le nouveau dispositif directement auprès de ses bénéficiaires potentiels. À l'inverse, en France, les « Contrats de génération », grande promesse de la campagne de François Hollande mise en œuvre à partir de 2013, n'ont

engendré qu'un effet négligeable sur l'emploi, en partie à cause d'une pédagogie inefficace sur les avantages du nouveau mécanisme.

À l'échelon national comme local, l'enjeu pour les prochaines années sera d'exploiter le potentiel des nouveaux outils technologiques et de traitement des données, afin de cibler efficacement les publics prioritaires et de planifier des actions susceptibles d'obtenir des résultats concrets, dans un contexte d'urgence lié à l'irrésistible montée des extrémismes.

L'auteur



Johannes Hillje est Policy Fellow à Das Progressive Zentrum. Il exerce à son compte en tant que consultant en politique et en communication auprès d'institutions, de partis politiques, de femmes et d'hommes politiques, d'entreprises et d'ONG. Il a notamment été directeur de campagne du Parti vert européen pour les élections européennes de 2014. Par le passé, il a travaillé dans le secteur communication de l'ONU à New York ainsi qu'au sein de la rédaction du site « heute.de » de la chaîne de télévision publique allemande ZDF. En 2017, il a publié le livre « Propaganda 4.0 – Wie rechte Populisten Politik machen » (*Propagande 4.0 – Comment les populistes de droite font de la politique*) aux éditions Dietz Verlag. Johannes Hillje est titulaire d'un Master en politique et communication de la London School of Economics et d'une maîtrise en sciences politiques et médias de l'Université de Mayence.

Le projet

En coopération avec l'entreprise française Liegey Muller Pons, Das Progressive Zentrum a réalisé 500 entretiens en porte-à-porte dans des régions structurellement fragilisées de France et d'Allemagne, où les électeurs des partis populistes de droite représentent une partie importante de la population. Le but de cette étude est de renforcer la compréhension mutuelle de l'Allemagne et de la France à travers un projet pilote analysant des récits sociaux et sociétaux. Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude sont celles qu'on évoque souvent dans le débat public, mais à qui la parole est rarement donnée. Les entretiens ont été menés dans trois régions d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ainsi que sur trois territoires du Nord et du Sud de la France. Les participants ont répondu à des questions générales sur leur situation individuelle et sur leur vision de leur milieu de vie et de leur pays (par exemple, « Qu'est-ce qui marche bien / mal dans votre commune ? », ou « Si vous vous présentiez comme maire, quelle serait votre promesse numéro 1 ? »). Grâce à cette approche ouverte et à différentes techniques de l'analyse du discours, les réponses récoltées ont permis d'identifier les schémas d'interprétation de ces personnes vis-à-vis de leur situation personnelle et de celle de leur pays. Ces résultats apportent des éléments de réponse pertinents à la question de la « réaction » à avoir face à la montée de l'extrême droite. Ils fournissent un complément qualitatif aux études représentatives menées dans ce domaine. Ce projet a été conçu et dirigé par Philipp Sälhoff, Directeur du programme Relations internationales de Das Progressive Zentrum, en coopération avec la société Liegey Muller Pons, spécialisée dans les technologies d'analyse des campagnes électorales. Si vous souhaitez davantage d'informations, n'hésitez pas à contacter Paulina Fröhlich: paulina.froehlich@progressives-zentrum.org.

L'étude ainsi que des informations complémentaires (en allemand) sont disponibles sur :
www.progressives-zentrum.org/die-verlassenen

Remerciements

Nous remercions l'entreprise Liegey Muller Pons pour cette coopération aussi fructueuse que professionnelle et pour son expertise technologique lors de l'analyse des données et des comptes-rendus d'entretiens. Le succès de cette étude est dû en grande partie au soutien de Guillaume Liegey, Fondateur et CEO, ainsi qu'au travail des enquêteurs et enquêtrices Lea König, Maximilian Rieger, Clemens Hötzel, Timo Leontaris, Lydia Berneburg, Jacob R. Lypp, Sarah Diecke et Katrin Pakizer. Nous souhaitons aussi remercier le Prof. Dr. Wolfgang Schroeder, le Prof. Dr. Bernhard Weßels et la Prof. Dr. Sabine Ruß-Sattar, membre du Conseil scientifique de Das Progressive Zentrum, pour leurs commentaires précieux lors l'élaboration de l'étude. Ont également contribué à la réalisation de ce projet Vincent Venus, Paulina Fröhlich, Sophie Pornschlegel, Lucas Matray, Romy Hansum et Anni Michelle Deutsch, membres de l'équipe de Das Progressive Zentrum.

Nous remercions notre partenaire, `l'organisation` "Alfred Herrhausen Gesellschaft", pour son soutien financier et moral qui a permis de produire le film `accompagnant` l'étude et de traduire `celle-ci` en français et en anglais.

Enfin, un immense merci aux 500 personnes qui ont pris le temps de s'entretenir avec nous et de nous faire partager leur perspective.

À propos de Das Progressive Zentrum

Das Progressive Zentrum est un think tank indépendant à but non lucratif, dont le siège est situé à Berlin. Son objectif est de mettre sur pied de nouveaux réseaux d'acteurs progressistes aux origines diverses et d'encourager une politique active en faveur du progrès économique et social. Pour ce faire, Das Progressive Zentrum invite notamment de jeunes leaders d'opinions et décideurs politiques d'Allemagne et d'Europe à s'impliquer dans le débat progressiste. Les publications de Das Progressive Zentrum sont destinées avant tout aux décideurs et aux conseillers politiques des ministères, parlements et partis, mais également à des acteurs des milieux scientifique et économique ainsi que de la société civile. L'objectif est de mettre en avant l'innovation, de contrer le populisme de droite et de faire avancer les débats progressistes en Allemagne et en Europe, en ouvrant des pistes de réflexion pour une politique juste et tournée vers le progrès.



À propos de Liegey Muller Pons

Liegey Muller Pons est une start-up européenne spécialisée dans l'analyse de campagne électorales, avec des bureaux à Berlin, Londres et Paris. Elle a déjà accompagné plus de 1000 clients grâce à ses analyses de données et son logiciel de stratégie des campagnes électorales.



Avec le soutien du



Le court-métrage du projet ainsi que la version française et anglaise de l'étude ont reçu le soutien de :



Cette étude est une contribution au débat dans le cadre de ce projet et ne reflète que l'opinion de son auteur.

Mentions légales

Tous droits réservés. La reproduction des travaux de Das Progressive Zentrum, en tout ou en partie, est interdite sans autorisation écrite préalable.

© Das Progressive Zentrum e.V., 2018
V.i.S.d.P.: Dominic Schwickert
c/o Das Progressive Zentrum e.V. Werftstraße 3, 10577 Berlin

Conseil d'Administration: Dr. Tobias Dürr, Michael Miebach, Katarina Niewiedzial
Directeur: Dominic Schwickert

www.progressives-zentrum.org
mail@progressives-zentrum.org
www.facebook.com/dasprogressivezentrum
twitter: @DPZ_Berlin

Mise en page : somethingcreative.agency, sur la base d'un design de 4S und Collet Concepts